

Le bill semble perpétuer une situation très confortable, mais à courte vue. Nous maintenons les prix du pétrole à un taux assez bas pour les deux ou trois prochaines années et nous encourageons la consommation tout en décourageant la prospection et la mise en valeur d'autres champs pétrolifères et gazifères. La conséquence, c'est que les installations de forage quittent le Canada. Tandis que les États-Unis intensifient la prospection et le financement de l'exploitation du gaz et du pétrole, nous, de notre côté, mettons un frein à cette activité. Je le répète, nous stimulerons la consommation en gardant le prix du gaz et du pétrole canadiens au-dessous du prix mondial.

Le gouvernement essaie par ailleurs d'établir un prix uniforme dans tout le Canada. Cela pose de graves problèmes, et comme le pétrole et l'énergie sont interchangeable et peuvent être remplacés par l'électricité, le charbon, le bois et d'autres formes d'énergie, nous ne permettons pas au prix du marché d'établir les priorités, ce qui finira par exercer des pressions anormales sur le secteur industriel et financier de notre économie quand nous devrons finalement arriver aux niveaux du marché mondial.

● (2040)

Je le répète, ce bill touche directement aux domaines des provinces en essayant de leur arracher le droit de contrôler leurs ressources et de les vendre aux meilleurs prix possibles. Il est intéressant de noter que ce bill veut mettre au pilori les provinces de l'Ouest au profit du Canada central. Le premier ministre (M. Trudeau) a soigneusement préparé la voie en nommant à la Cour suprême des gens qui sont prédisposés contre les provinces, tout particulièrement celles de l'Ouest.

Et les économies d'énergie? A une époque où le monde économise l'énergie, le Canada a la distinction enviable ou honteuse, suivant l'expression qu'on préfère, de consommer davantage de gaz et de pétrole dans les années 70. Comparez cela aux États-Unis qui disposent d'énormes réserves d'énergie naturelle qui, à la longue, reviendront probablement moins cher que les nôtres.

Le président Ford a indiqué à Washington qu'en cas d'échec de son programme de restrictions volontaires en matière d'énergie, il prendra des mesures plus sévères. Il veut que les États-Unis réduisent leur importation de pétrole d'un million de barils par jour et a dit qu'il aura recours à toute autre solution, dont la possibilité d'imposer des restrictions obligatoires, pour y arriver. C'est une indication très claire de ce qui attend le consommateur américain. On offre au public une chance de trouver sa propre façon de conserver l'énergie.

Les programmes de restrictions volontaires du genre ont connu peu de succès auparavant. Quand on reconnaîtra leur échec, les consommateurs auront sans doute déjà de la difficulté à obtenir de l'essence aux stations-service et on mettra alors en vigueur un système de priorités d'accès aux approvisionnement qui pourra s'accompagner de dispositions fiscales destinées à décourager la forte consommation.

Le problème des États-Unis peut sembler bien lointain au gouvernement et aux Canadiens en général qui profitent d'une baisse temporaire du prix du pétrole parce que le Canada en possède de grandes réserves. Les Canadiens aiment bien se dire qu'ils ont suffisamment de pétrole pour leur propre consommation. Cette attitude suffisante pourrait créer des problèmes dans trois ou quatre ans et, si les Canadiens ne songent pas sérieusement à conserver l'énergie, il faudra peut-être imposer des restrictions obli-

### Huile et pétrole

gatoires, comme le président Ford a menacé de le faire aux États-Unis.

Le président de la Shell Canada Limited a déclaré que les réserves connues du Canada commenceront à produire moins de pétrole brut et de liquides de gaz naturel vers 1978, soit dans seulement quatre ans. Il a aussi déclaré que si la demande continuait d'augmenter au rythme actuel, le Canada devrait peut-être importer plus de pétrole qu'il n'en exporte avant 1978. Il a ensuite signalé qu'on ne peut faire grand chose pour augmenter la production dans un avenir rapproché.

Le président de la Shell a aussi indiqué qu'au Canada le taux annuel d'augmentation de la demande de toutes les ressources énergétiques qui était de 4 p. 100 dans les années 50, était passée à 5.5 p. 100 dans les années 60. A mesure que les Canadiens deviennent plus mobiles, qu'ils utilisent plus d'électricité et que l'automatisation augmente, la consommation d'énergie au Canada devient de plus en plus inefficace. La plupart des observateurs pensent que, si l'on exploite suffisamment les sables bitumineux et les réserves limitrophes, le Canada pourra sans doute continuer à pourvoir à ses propres besoins de pétrole et de gaz naturel, pourvu qu'il songe dès maintenant à la conservation.

Pour plusieurs experts, la conservation signifie qu'il faut ramener le taux annuel de consommation du pétrole et des liquides extraits du gaz naturel qui, récemment, a varié entre 5.5 p. 100 et 6 p. 100, aux taux des années 50, qui variait entre 3.5 p. 100 et 4 p. 100. Cela ne devrait pas modifier le mode de vie des Canadiens. Cela ne veut pas dire non plus que la consommation diminuera énormément. Cependant, si nous songeons par exemple à adopter une politique de la porte ouverte en matière d'immigration, ce qui amènerait un flot d'immigrants au Canada et augmenterait certainement la demande en matière de ressources énergétiques, il ne faut pas oublier qu'elles risquent de s'épuiser beaucoup plus rapidement.

Ce changement dans le mode de vie a été étudié aux États-Unis. La Fondation Ford a publié les résultats de son projet de politique énergétique qui lui a coûté 4 millions de dollars. La Société Mobil Oil a critiqué les recommandations de croissance restreinte ou nulle que contenait ce rapport. Nous discutons maintenant de la grosseur des automobiles, si nous devrions remplacer les grosses américaines par de petites voitures, de la façon de chauffer nos maisons en hiver et de les rafraîchir en été. Nous oublions trop souvent que l'un des facteurs de l'amélioration du mode de vie des Canadiens au cours des trois dernières décennies a été justement l'usage accru de l'énergie pour chauffer les maisons et faire avancer les moyens de locomotion.

C'est dans le domaine des transports qu'il y a le plus gros gaspillage d'énergie. Les voyages en avion nécessitent 10 fois plus d'énergie que les autobus, six fois plus que les trains et quatre fois plus que les voitures. Un grand nombre d'usines pourraient utiliser du charbon au lieu du gaz naturel; or, ce projet de loi permettra la vente sans restriction du gaz naturel à un prix sensiblement inférieur à sa valeur sur le marché.

Ce bill va accentuer la tendance vers une consommation croissante de pétrole et de gaz naturel parce que ces sources d'énergie vont continuer à se vendre à un prix inférieur à celui de marché mondial. Aucun argument ne résiste devant le fait que dans un pays comme le nôtre, relativement prospère, nous pouvons éviter toute privation inutile aux consommateurs canadiens. Toutefois, il est inutile de faire l'autruche, comme le laisserait supposer ce